



Questions et réponses

Situation : Darfour (Soudan)

Affaire : *Le Procureur c. Abdallah Banda Abaker
Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus*

N° ICC-02/05-03/09

**Questions et réponses sur les citations à
comparaître adressées à Abdallah Banda Abakaer
Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus**



Qui est Abdallah Banda Abakaer Nourain ?

Abdallah Banda Abakaer Nourain ("Banda"), membre de la tribu des Zaghawa du Soudan, âgé d'une quarantaine d'années et né à Wai, Dar Kobe, au Darfour-Nord est actuellement Commandant en chef du Mouvement pour la justice et l'égalité – direction collective (MJE-DC), l'une des composantes du Front uni de résistance.

Il est allégué qu'il commandait des forces dissidentes du MJE lors d'une attaque menée le 29 septembre 2007 contre le personnel, les installations, le matériel, les unités et les véhicules de la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS) stationnés à la base militaire de Haskanita dans la localité d'Umm Kadada au Darfour-Nord (Soudan).


Qui est Saleh Mohammed Jerbo Jamus ?

Saleh Mohammed Jerbo Jamus ("Jerbo"), membre de la tribu des Zaghawa du Soudan, âgé de trente-trois ans et né au village de Shagag Karo, au Darfour-Nord, est actuellement intégré au Mouvement de la Justice et de l'Égalité (MEJ).

Il est allégué qu'il commandait des troupes appartenant à l'Armée de libération du Soudan-Unité (ALS-Unité), qui s'étaient désolidarisées du Mouvement/Armée de libération du Soudan (M/ALS), lors de l'attaque susmentionnée contre la MUAS.

Quels sont les crimes reprochés à Banda et Jerbo ?

La Chambre préliminaire I de la CPI considère qu'il y a des motifs raisonnables de croire que le Darfour a connu un conflit armé ne présentant pas un caractère international qui a opposé de manière prolongée le Gouvernement soudanais et plusieurs groupes armés organisés, dont le MJE et le M/ALS. Dans ce contexte, une attaque a été menée le 29 septembre 2007 contre le personnel, les installations, le matériel, les unités et les véhicules de la MUAS stationnés à la Base de Haskanita.



L'attaque contre la Base de Haskanita aurait été menée par des forces dissidentes du MJE, placées sous le commandement de Banda, conjointement avec des troupes de l'ALS-Unité sous le commandement de Jerbo. Les assaillants, près de mille personnes armées de canons antiaériens, de pièces d'artillerie et de lance-roquettes, auraient tué douze soldats de la MUAS et en auraient grièvement blessé huit autres. Pendant et après l'attaque, ils auraient détruit des installations de communication, des dortoirs, des véhicules et autres matériels appartenant à la MUAS, et se seraient emparés de biens lui appartenant, notamment des réfrigérateurs, des ordinateurs, des téléphones portables, des bottes et uniformes militaires, dix-sept véhicules, du carburant, des munitions et de l'argent.

Les juges ont considéré qu'il y a des motifs raisonnables de croire que Banda et Jerbo avaient convenu d'un plan commun en vue de lancer cette attaque contre la Base de Haskanita. Ils ont également considéré qu'il y a des motifs raisonnables de croire que le personnel, les installations, le matériel, les unités et les véhicules de la MUAS stationnés à la Base de Haskanita étaient la cible que visait l'attaque. Les juges ont aussi considéré que la contribution de Banda et Jerbo était essentielle, et qu'ils étaient respectivement aux commandes des forces dissidentes du MJE et des forces de l'ALS-Unité lors de l'attaque contre la Base de Haskanita.

La Chambre préliminaire I, composée de la juge Sylvia Steiner (Brésil), juge présidente, de la juge Sanji Mmasenono Monageng (Botswana) et du juge Cuno Tarfusser (Italie), a examiné la requête et les éléments de preuve présentés par l'Accusation le 20 novembre 2008, ainsi que les autres éléments justificatifs et renseignements qu'elle a produits. Sur la base de cet examen, elle a considéré qu'il y a des motifs raisonnables de croire Banda et Jerbo pénalement responsables, en tant que coauteurs ou coauteurs indirects, au sens de l'article 25-3-a du Statut de Rome, des trois crimes de guerre suivants :

- commission ou tentative de commission d'atteinte à la vie sous forme de meurtre, au sens de l'article 8-2-c-i- du Statut ;
- fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission de maintien de la paix, au sens de l'article 8-2-e-iii du Statut ;
- pillage, au sens de l'article 8-2-e-v du Statut.

Pourquoi la Cour a-t-elle adressé des citations à comparaître à Banda et à Jerbo ?

Le 23 février 2009, modifiant partiellement sa requête initiale, le Procureur a présenté une requête dans laquelle il affirmait que la délivrance de citations à comparaître suffirait à garantir la comparution de Banda et celle de Jerbo, étant donné que ceux-ci s'étaient déclarés disposés à se présenter devant la Cour. Le Procureur a continué d'informer la Chambre à ce sujet. Convaincue qu'une citation à comparaître suffisait à garantir la comparution des suspects, la Chambre a ordonné à ceux-ci de se présenter devant la Cour le 17 juin 2010.

Qu'est-ce qu'une citation à comparaître ?

Une citation à comparaître est une ordonnance par laquelle une Chambre préliminaire convoque une personne pour qu'elle se présente devant elle à une date précise. Après examen de la requête et des éléments de preuve ou autres renseignements présentés par l'Accusation, la Chambre délivre une citation à comparaître si elle est convaincue qu'il y a des motifs raisonnables de croire que la personne a commis un crime relevant de la compétence de la Cour et qu'une citation suffit à garantir que celle-ci comparaitra.

Aux termes de l'article 58 du Statut de Rome, la citation contient les éléments suivants :

- a) le nom de la personne visée et tous autres éléments utiles d'identification ;
- b) la date de comparution ;
- c) une référence précise au crime relevant de la compétence de la Cour que la personne est censée avoir commis ; et
- d) l'exposé succinct des faits dont il est allégué qu'ils constituent le crime.

La citation est notifiée au suspect. Elle ne préjuge pas de la décision finale concernant sa culpabilité.

Quelle est la différence entre un mandat d'arrêt et une citation à comparaître ?

L'article 58 du Statut de Rome autorise la Chambre préliminaire à délivrer soit un mandat d'arrêt soit une citation à comparaître à l'encontre de personnes qui auraient commis des crimes relevant de la compétence de la Cour. Pour délivrer une citation à comparaître, la Chambre préliminaire doit être convaincue que le suspect comparaitra volontairement devant la Cour.

Un mandat d'arrêt pourra être délivré s'il y a des motifs de croire que le suspect ne comparaitra pas volontairement devant la Cour ou fera obstacle à l'enquête ou en compromettra le déroulement. Il pourra être délivré également pour garantir que le suspect ne poursuivra pas l'exécution du crime dont il s'agit ou d'un crime connexe relevant de la compétence de la Cour.

La Chambre a-t-elle imposé des conditions aux suspects ?

Le Statut de Rome confère à la Chambre préliminaire le pouvoir d'imposer des conditions restrictives de liberté (autres que la détention). La Chambre a assorti les citations à comparaître d'un certain nombre de conditions, compte tenu notamment de la nécessité de préserver l'ordre public et de veiller au bon déroulement de la procédure. Elle a ordonné en particulier à Banda et à Jerbo de s'abstenir de discuter de questions se rapportant aux charges ou aux éléments de preuve examinés par la Chambre, et de s'abstenir de faire des déclarations politiques.

Que se passera-t-il si un suspect ne se présente pas devant la Cour à la date prévue ?

Si le suspect ne se présente pas devant la Cour ou contrevient aux ordres de la Chambre, celle-ci pourrait revenir sur sa décision et émettre un mandat d'arrêt à son encontre.

Arrivée au siège de la Cour et première comparution

Durant leur séjour aux Pays-Bas,, seront-ils placés en détention ?

Non. La Chambre est convaincue que Banda et Jerbo peuvent se présenter volontairement devant la Cour et le feront sans qu'il soit nécessaire de les arrêter. À leur arrivée à La Haye, Banda et Jerbo séjourneront dans un lieu que leur aura assigné la Cour. Durant leur séjour aux Pays-Bas, les suspects ne pourront, sans l'autorisation de la Chambre, quitter les locaux de la Cour, y compris ce lieu tenu secret.

Quelles seront les étapes suivantes ?

Lors de la première comparution des deux suspects, la Chambre **préliminaire** I les informera des crimes qui leur sont reprochés et des droits que leur reconnaît le Statut de Rome. Une audience de confirmation des charges sera tenue dans un délai raisonnable afin d'examiner s'il y a des motifs substantielles de croire que les suspects ont commis les crimes qui leur sont reprochés.

Où seront les suspects jusqu'à l'audience de confirmation des charges ?

Dans la citation à comparaître, la Chambre n'a pas imposé de restrictions aux déplacements des suspects. Elle se réserve le droit de revenir sur la décision, d'office ou à la demande du Procureur.

Enquêtes au Darfour

La CPI est-elle compétente pour connaître de la situation au Darfour alors même que le Soudan n'a pas ratifié le Statut de Rome ?

La situation au Darfour a été déférée à la Cour pénale internationale par la résolution 1593 du Conseil de sécurité de l'ONU le 31 mars 2005. Ce renvoi se fonde légalement sur l'article 13-b du



Statut de Rome. La résolution 1593 s'impose également aux États membres de l'ONU, y compris le Soudan, puisqu'elle a été prise en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

La CPI est-elle indépendante vis-à-vis de l'ONU et du Conseil de sécurité ?

La CPI est une entité indépendante, créée pour juger des crimes relevant de sa compétence, sans avoir besoin d'un mandat spécial de l'Organisation des Nations Unies. Le 4 octobre 2004, la CPI et l'ONU ont conclu un accord régissant leurs relations institutionnelles.

Y a-t-il d'autres affaires portant sur des crimes qui auraient été commis au Darfour ?

Dans le cadre de la situation au Darfour, trois mandats d'arrêt ont déjà été émis, contre Omar Al Bashir (président du Soudan), Ahmad Harun (ancien ministre d'État chargé du Ministère de l'intérieur et ancien ministre chargé des affaires humanitaires au sein du Gouvernement soudanais) et Ali Kushayb (commandant présumé d'une milice *Janjaouid*), tous soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Une citation à comparaître a été aussi émise contre Bahar Idriss Abu Garda (président et coordonnateur général actuel des opérations militaires du Front uni de résistance), soupçonné d'avoir commis des crimes de guerre, mais la Chambre préliminaire I a refusé, le 8 février 2010, de confirmer les charges à son encontre.

Pourquoi la Chambre a-t-elle délivré des mandats d'arrêt plutôt que des citations à comparaître dans le cas d'Omar Al Bashir, Ahmad Harun et Ali Kushayb ?

Une citation à comparaître n'est délivrée en lieu et place d'un mandat d'arrêt que dans le cas où la requête de l'Accusation et les éléments justificatifs qui l'étaient apportent une garantie suffisante que la personne se présentera volontairement devant la Cour, sans qu'il soit nécessaire de l'arrêter et de la remettre à la Cour.

La Chambre préliminaire I a considéré que les citations à comparaître ne sont destinées à s'appliquer qu'aux personnes qui ne sont pas déjà en détention. Ce n'est pas le cas d'Ali Kushayb qui, d'après les éléments justificatifs produits par l'Accusation, est « détenu par la police soudanaise ». Sa détention l'empêche de comparaître devant la Cour de son plein gré et volontairement. Son arrestation est apparue nécessaire pour garantir sa comparution au procès.

En ce qui concerne Ahmad Harun, la Chambre n'était pas convaincue qu'il se présenterait volontairement devant la Cour, et ce, d'autant plus qu'il a déjà dissimulé des éléments de preuve en l'espèce. La Chambre a considéré son arrestation nécessaire pour éviter qu'il ne fasse obstacle à l'enquête et n'en compromette le déroulement.

En outre, le 25 mai 2010, la Chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale (CPI) a ordonné au Greffier de la Cour de transmettre une décision informant le Conseil de sécurité des Nations Unies du manque de coopération de la République du Soudan dans l'affaire à l'encontre de Harun et Kushayb, afin que le Conseil de sécurité prenne les mesures qu'il estimerait appropriées.

S'agissant d'Omar Al Bashir, la Chambre a observé que le Gouvernement soudanais a systématiquement refusé de coopérer avec la Cour depuis la délivrance de mandats d'arrêt à l'encontre d'Ahmad Harun et d'Ali Kushayb, le 2 mai 2007. En outre, elle a relevé qu'il semble que, depuis le 14 juillet 2008, date du dépôt du résumé public de la requête de l'Accusation aux fins de délivrance d'un mandat d'arrêt à l'encontre d'Omar Al Bashir, ce dernier a particulièrement défié la compétence de la Cour à l'occasion de plusieurs déclarations publiques. La Chambre a conclu que l'arrestation d'Omar Al Bashir apparaît nécessaire à ce stade pour garantir i) qu'il comparaitra devant la Cour ; ii) qu'il ne fera pas obstacle à l'enquête en cours concernant les crimes dont il serait responsable en vertu du Statut ni n'en compromettra le déroulement ; et iii) qu'il ne poursuivra pas l'exécution des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre qui lui sont reprochés.